

Les bulletins de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PICARDIE

La construction de logements connaît une baisse en 2012, en Picardie comme partout en France de Province : recul de 13 % des autorisations et de 21 % des mises en chantier par rapport à 2011. Dans les trois départements, les travaux tardent à démarrer. Cependant, ils pourraient reprendre en 2013 dans l'Aisne et la Somme, dans le secteur du collectif, où les autorisations ont repris.

Nombre de logements autorisés et commencés en Picardie

	décembre 2012	octobre 2012	variation (1)	janvier 2012	variation (2)
		à décembre 2012	en %	à décembre 2012	en %
AUTORISÉS	777	2266	-25,8	9721	-12,9
Selon le type de construction					
Construction neuve	704	1662	-32,2	7870	-10,7
Construction sur bâtiment existant	73	604	0,3	1851	-21,1
Selon le type de logement					
Logements ordinaires	775	2263	-24,4	9336	-10,5
individuels purs	306	929	-15,0	3775	-18,9
individuels groupés	122	345	-34,8	1749	0,6
collectifs	347	989	-27,9	3812	-5,5
En résidence	2	3	-94,9	385	-47,1
COMMENCÉS	616	1989	-23,1	7290	-20,5
Selon le type de construction					
Construction neuve	542	1782	-22,7	6469	-20,8
Construction sur bâtiment existant	74	207	-26,1	821	-18,3
Selon le type de logement					
Logements ordinaires	610	1982	-22,7	6781	-21,5
individuels purs	223	812	-24,7	3263	-14,1
individuels groupés	142	379	-16,7	1333	-18,4
collectifs	245	791	-23,3	2185	-31,8
En résidence	6	7	-66,7	509	-4,3

Source : Dreal Picardie, Sit@del2

(1) (octobre 2012 à décembre 2012) / (octobre 2011 à décembre 2011)

(2) (janvier 2012 à décembre 2012) / (janvier 2011 à décembre 2011)

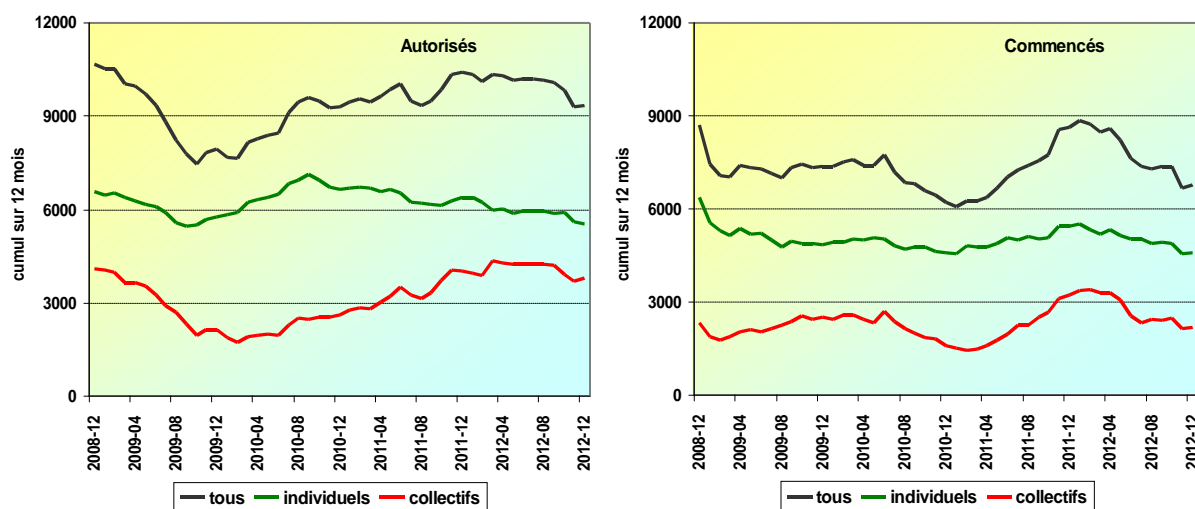


Les autorisations : une baisse généralisée

En Picardie, 2 300 logements ont été autorisés d'octobre à décembre 2012, soit 26 % de moins que durant la même période de 2011. Ce ralentissement affecte tous les secteurs, l'individuel (-21 %), pur ou groupé, le collectif (-28 %) et le résidentiel, atone.

Sur l'ensemble de l'année 2012, le nombre d'autorisations s'élève à 9 700 en Picardie. Il recule de 13 % par rapport au chiffre observé l'année précédente. Cette baisse est légèrement plus marquée en Picardie qu'en moyenne de Province (-10 %). Comparé à 2011, le segment du collectif rejoint à la baisse en 2012 (-5 %), ceux de l'individuel (-14 %) et du résidentiel (-47 %).

Nombre de logements ordinaires (individuels et collectifs) en cumul sur 12 mois en Picardie



Source : Dreal Picardie, Sit@del2

Les mises en chantier : en 2012, 21 % de moins qu'en 2011

Près de 2 000 logements ont été commencés dans la région au cours du 4^{ème} trimestre 2012, ce qui représente une diminution sensible par rapport au 4^{ème} trimestre 2011 (-23 %). Le recul des mises en chantier est aussi important dans le secteur du collectif que dans celui de l'individuel.

Cette baisse généralisée se confirme sur l'ensemble de l'année 2012, avec une baisse de 21 % par rapport à l'année 2011, comme la moyenne des régions de Province. En France métropolitaine, la construction de logements ne progresse entre 2011 et 2012 qu'en région Ile-de-France (+15 %).

En Picardie, la construction de 7 300 logements a débuté en 2012, dont 800 sur bâtiment existant. Sur dix logements, trois sont des appartements. Par rapport à 2011, les mises en chantier de maisons ont chuté en 2012 de 15 % et celles des appartements de 32 %. Ce repli de la construction peut être attribué à la conjoncture économique difficile mais pas seulement. D'autres facteurs sont évoqués par les professionnels du bâtiment : dans l'individuel, les restrictions du prêt à taux zéro, octroyé depuis janvier 2012 sous condition de ressources ; dans le collectif, le dispositif Scellier d'aide à l'investissement locatif, qui avait stimulé le secteur au cours des dernières années, est devenu moins avantageux en 2012. En 2013, le nouveau dispositif Duflot devrait attirer les particuliers : offrant une réduction d'impôt de 18 % contre 13 %, il semble plus attractif que son prédécesseur, mais il impose de nouvelles contraintes en termes de plafonds de loyer et de ressources des locataires.

Nombre de logements ordinaires autorisés et commencés par département

	autorisés			commencés		
	décembre 2012	janvier 2012 à décembre 2012	variation (1) en %	décembre 2012	janvier 2012 à décembre 2012	variation (1) en %
Aisne						
Logements ordinaires	153	1865	-4,9	243	1357	-22,9
individuels purs	88	919	-21,9	74	769	-26,2
individuels groupés	14	215	-31,5	67	209	-14,7
collectifs	51	731	54,9	102	379	-19,9
Oise						
Logements ordinaires	453	4163	-23,4	233	3354	-18,6
individuels purs	102	1540	-24,4	72	1346	-11,3
individuels groupés	65	1027	-2,0	69	809	-7,0
collectifs	286	1596	-32,2	92	1199	-30,8
Somme						
Logements ordinaires	169	3308	9,3	134	2070	-25,0
individuels purs	116	1316	-8,9	77	1148	-7,5
individuels groupés	43	507	34,8	6	315	-39,3
collectifs	10	1485	23,1	51	607	-39,4
Picardie						
Logements ordinaires	775	9336	-10,5	610	6781	-21,5
individuels purs	306	3775	-18,9	223	3263	-14,1
individuels groupés	122	1749	0,6	142	1333	-18,4
collectifs	347	3812	-5,5	245	2185	-31,8
France entière						
Logements ordinaires	32613	460034	-8,2	32179	325225	-17,7
individuels purs	12157	153736	-11,3	7890	123146	-15,2
individuels groupés	5074	71729	-10,5	4144	45492	-20,3
collectifs	15382	234569	-5,3	20145	156587	-18,8

Source : Dreal Picardie, Sit@del2

(1) (janvier 2012 à décembre 2012) / (janvier 2011 à décembre 2011)

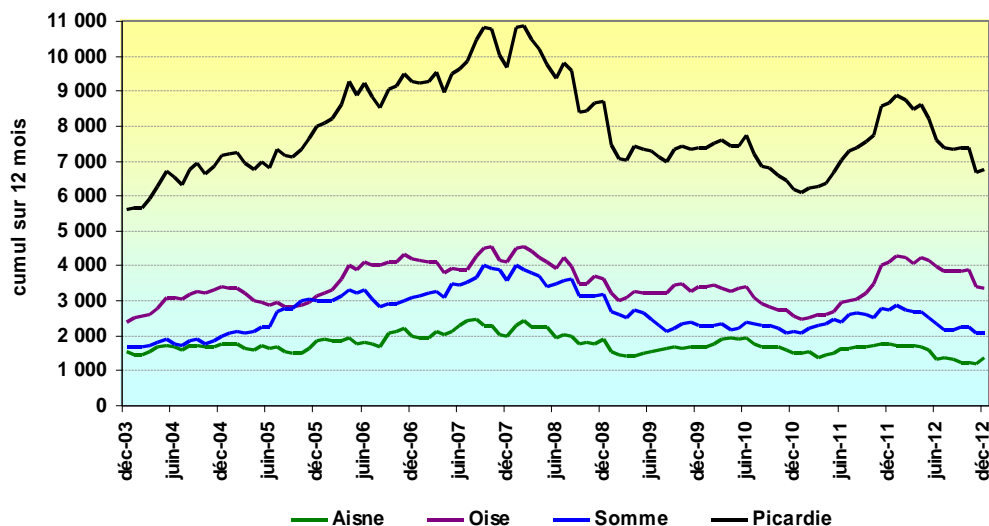
Les autorisations de construction de logements, en hausse dans la Somme, se concrétiseront-elles en 2013 ?

Dans l'Aisne, les autorisations de logements collectifs ont augmenté de 55 % entre 2011 et 2012. Le canton de Château-Thierry rassemble à lui seul la moitié de ces autorisations. Parmi elles, les travaux de construction d'un Éco-quartier de près de 200 logements devraient démarrer en 2013 dans la commune de Brasles (mesure phare du plan Ville durable, l'Éco-quartier doit contribuer à préserver les ressources et les paysages tout en créant une offre de logements adaptée). Cette progression des autorisations dans le secteur collectif ne se concrétise pas encore dans les mises en chantier, en baisse de 20 % dans cette branche entre 2011 et 2012. Dans l'individuel, les autorisations et les constructions sont en diminution de 24 %.

Dans l'Oise, les autorisations comme les mises en chantier connaissent une baisse en 2012 par rapport à 2011, dans l'individuel et dans le collectif. Des constructions importantes en volume ont néanmoins démarré en 2012 : de l'individuel groupé à Montataire, du collectif dans les cantons de Beauvais, Clermont, Compiègne et Creil.

Dans le département de la Somme, le chiffre des autorisations s'élève de 3 000 en 2011 à 3 300 en 2012. Sur un an, les autorisations ont progressé dans l'individuel groupé (+ 35 %) et dans le collectif (+23 %). Les constructions pourraient donc redémarrer dans ces deux secteurs après la diminution enregistrée entre 2011 et 2012. Courant 2012, un millier de logements collectifs ont ainsi été autorisés sur Amiens, mais aussi une centaine d'appartements dans les communes de Boves et Rosières en Santerre.

Nombre de logements ordinaires commencés



Source : Dreal Picardie, Sit@del2

Note explicative

Les chiffres publiés dans ce document sont issus de la base de données Sit@del2 qui rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales des territoires (DDT) et par les communes instructrices. Ils sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données Sit@del2.

Ces chiffres distinguent construction neuve (bâtiment totalement nouveau) et construction sur existant (bâtiment s'appuyant sur une partie existante comme des transformations de locaux en logements ou la construction de logement attenant au bâtiment existant). Les chiffres portent sur le nombre total de logements répartis en logements ordinaires et logements en résidence. Au sein des logements ordinaires, on distingue les logements individuels (purs et groupés) et les logements collectifs. Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres) en sus du gîte. Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

Conception – réalisation :

DREAL Picardie
Service GCGE –
Unité Statistiques

Anne Évrard, Gérard Geirnaert

Contacts :

Anne Évrard
Statisticienne
tél. : 03 22 82 25 42
anne.evrard@developpement-durable.gouv.fr

Gérard Geirnaert
tél. : 03 22 82 25 43
gerard.geirnaert@developpement-durable.gouv.fr

**Les bulletins de la DREAL
Picardie**

DREAL Picardie
56 rue Jules Barni
80040 AMIENS Cedex 1
tél. : 03 22 82 25 00
Fax : 03 22 91 73 77

Directeur de la Publication :
Philippe CARON

courriel de la DREAL :
dreal-picardie@developpement-durable.gouv.fr

ISSN : 2103-9798

Dépôt légal : 1^{er} trim 2013
impression DREAL